La manipulation de la justice au Guatemala

Par Jo-Marie Burt et Paulo Estrada – 30 novembre 2022

Traduction de l'article original : https://www.wola.org/es/analisis/distorcion-justicia-guatemala/

Tandis qu'un procès hautement questionnable contre une ex-procureur.e anti-corruption commence, une juge relâche un criminel de guerre présumé.

Situé dans le centre de Ciudad de Guatemala, l'édifice connu sous le nom de *Torre de Tribunales* (la tour des tribunaux) est imposant. Quatre ascenseurs transportent quotidiennement une centaine de personnes à travers ses quinze étages. Sachant que deux ascenseurs sur quatre ne fonctionnent pas, beaucoup des personnes n'ont d'autre choix que d'emprunter péniblement l'escalier lugubre, jonché d'affiches dénonçant la corruption.

Cette semaine, dans la tour des tribunaux, ont lieu les procès de deux dossiers qui révèlent les conséquences terribles d'un système judiciaire coopté. Il s'agit de la stratégie à long terme des élites, officiers militaires et politicien.nes guatémaltèques, dont l'objectif semble de mettre fin à l'expérimentation audacieuse mise en place dans le pays pour lutter contre la corruption et l'impunité. Cette stratégie vise à réaffirmer le contrôle de ce groupe sur le pays ainsi que garantir leur pouvoir et leurs privilèges. Après une décennie, les efforts de la lutte contre l'impunité et la corruption commençaient à donner leurs fruits. Ces élites se sont réunies pour casser ces efforts et pour coopter des institutions clefs, telles que le « Ministerio Público »[1], la Cour Suprême et la Cour Constitutionnelle, ils et elles veulent aussi faire du système judiciaire un instrument punissant les individus qui sont au cœur de la lutte contre l'impunité au Guatemala, incluant des juges, des procureur.es, magistrat.es et personnes défendant les droits humains. Le résultat est une justice manipulée, dans laquelle les professionnel.les honnêtes sont criminalisé.es et les criminel.les peuvent continuer librement à faire leurs affaires.

Un procès injuste contre une ex-procureure anti-corruption

Lundi 28 novembre dernier, un procès contre l'ex-procureure anti-corruption Virginia Laparra a commencé, dans la salle d'audiences du cinquième étage de la Torre de Tribunales. Laparra est avocate et travaillait comme procureure au bureau de Quetzaltenango, dans le Parquet Spécial Contre l'Impunité (FECI), une unité du Ministère Public créée pour enquêter et poursuivre les personnes impliquées dans des stratégies de corruption. L'ONG « Transparencia Internacional » montre d'ailleurs que le Guatemala est tout en bas de l'indice de perception de la corruption. Laparra travaillait sous l'autorité de Juan Francisco Sandoval, mondialement connu pour ses enquêtes pointues sur la corruption au sein de la FECI. Son travail gênât tellement que Sandoval n'eut d'autre choix que de s'exiler après que l'institution qui l'employait commença à l'accuser.

[1] Note de traduction. Ministère Public, équivalent du Parquet en France.

Virginia Laparra dans la salle du tribunal (crédit : Verdad y Justicia en Guatemala)

En février passé, Laparra a été emprisonnée et mise en « prison préventive » durant neuf mois, dans des conditions inhumaines. Les charges à son encontre ? « Abus d'autorité », « faux témoignages », « usurpation de ses fonctions ». Tout cela, car elle a osé dénoncer un juge de tribunal « de haut risque »[2] de Quetzaltenango, Lester Castellanos, qui avait indûment livré des informations sur un dossier secret à un autre avocat, Omar Barrios. Castellanos a été suspendu cinq jours à la suite de cette dénonciation. Et c'est précisément le travail que doit réaliser la FECI. Pourtant, lors de la suspension de Sandoval à la FECI, celle-ci tomba dans les mains de José Rafael Currichiche, un sous-fifre du Procureur Général, Consuelo Porras. Il est utile de préciser que ces deux hommes avaient déjà été sanctionnés par le gouvernement des États-Unis pour corruption. En conséquence, le FECI devient une arme utilisée contre des procureur.es qui font leur travail professionnellement, comme Laparra.

Dès le premier jour du procès de Laparra, Amnesty International l'a déclaré prisonnière d'opinion. Aucune preuve sur des activités illicites n'étant trouvée, l'ONG a affirmé qu'elle était jugée pour ses activités de procureure, critiquant la décision des tribunaux guatémaltèque de la maintenir en prison préventive durant neuf mois à Ciudad de Guatemala, loin de ses deux enfants en bas âge. En avril, j'ai rendu visite à Laparra, à la prison militaire de haute sécurité où elle était emprisonnée, et j'ai vu de mes propres yeux ses conditions de détention déplorables, enfermée dans une petite cellule en béton, sans fenêtre, avec uniquement une heure de liberté en extérieur et des visites limitées à la famille et les ami.es proches.

[2] Note de traduction : tribunal traitant des affaires de violences et criminalité à haut niveau de sécurité

Viriginia Laparra (crédit : Verdad y Justicia en Guatemala)

Un criminel de guerre présumé relaxé

Pendant le faux procès contre Virginia Laparra, quelques étages en dessous, la juge Claudette Dominguez écoute la demande de l'avocat de Toribio Acevedo Ramirez de libérer son client de prison préventive, en argumentant des problèmes de santé. Au mois de mai dernier, Acevedo avait été arrêté au Panama, après avoir été fugitif durant presque un an, pour son rôle présumé dans une affaire importante de crimes de guerre, connue sous le nom de « Dossier de la mort » ou « Journal militaire ».

Au-dessus : Toribio Acevedo Ramírez avec ses avocats, lors des déclarations préliminaires, en mai 2022. En dessous : Acevedo avec ses avocats lors de son audience du 28 novembre. Crédits : Verdad y Justicia en Guatemala.

Le dossier est un document des renseignements militaires, qui répertorie les noms et les photos de presque 200 personnes, détenues arbitrairement, torturées, exécutées ou disparues par force entre 1983 et 1985, durant le gouvernement militaire d'Óscar Humberto Mejía Víctores. Rendu public en 1999, les premières arrestations liées à ce dossier eurent lieu 23 ans après, en mai 2021, révélant au passage les profondes difficultés du Guatemala à faire face à son passé.

Des proches du cas « Journal militaire », avec des photos de leurs êtres aimés disparus. Audience de phase intermédiaire, 6 mai 2022. Crédits : Verdad y Justicia en Guatemala.

Le 6 mai 2022, le juge qui supervisait le dossier, Miguel Ángel Gálvez, avait déterminé qu'il y avait assez de preuves pour poursuivre juridiquement les neufs premiers accusés (cinq autres accusés attendent toujours de savoir s'ils auront le même sort). Après avoir écouté les témoignages glaçants des témoins sur le rôle de Acevedo dans la torture des détenu.es, il a demandé aux procureur.es de redoubler d'efforts pour localiser Acevedo. Ce dernier est une personne puissante, ayant des liens étroits avec

l'oligarchie ultraconservatrice du pays. Durant des années, il a travaillé comme chef de la sécurité de la puissante compagnie Cementos Progreso, propriété de la famille Novela, et il a été impliqué dans des abus actuels associés à cette entreprise. Pour ces raisons, tout le pays fut surpris quand, quatre jours plus tard, il fut arrêté dans un aéroport panaméen et rendu au Guatemala. Il a été amené devant le juge Gálvez, qui accepté formellement les charges contre lui et lança la procédure d'inculpation en novembre 2022.

Gálvez ne se laisse pas facilement effrayer. Juge depuis 23 ans, il a poursuivi certains des criminels les plus dangereux du pays – tel que l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt, accusé de génocide, et l'exprésident Otto Pérez Molina, accusé de corruption. Mais il a été rapidement face à une campagne implacable d'intimidation, de menaces et de persécution. Des personnes armées se sont rendues sur son lieu d'habitation, dans lequel aucune arme n'est en théorie permise. Dans la rue et des cafés, des personnes lui disaient « de faire attention » car « il pourrait subir des choses horribles ». Et la Cour Suprême de Justice a traité de manière expresse une plainte l'accusant d'abus d'autorité et qui semblait s'acheminer de manière inexorable vers la levée de son immunité judiciaire, signifiant qu'en cas de mandat d'arrêt, il pouvait être emprisonné.

La campagne contre le juge Gálvez a été menée par le même groupe qui persécute Virginia Laparra, à savoir la Fondation contre le terrorisme. Elle est dirigée par Ricardo Méndez Ruiz, fils d'un officier militaire mort peu de jours avant d'être arrêté pour son implication dans un autre crime de guerre. Tout comme le procureur général, Méndez Ruiz a été sanctionné par le gouvernement des États-Unis pour ses actions de corruption et anti-démocratiques. Il s'en vante, et va jusqu'à le mentionner sur son profil Twitter. Sur sa page Twitter, il enchaine les accusations contre le juge Gálvez. Il publie souvent, par exemple, une cible avec une croix rouge, sur laquelle sont superposés les portraits des procureur.es et juges qu'il accuse de terrorisme, notamment Juan Francisco Sandoval et la juge anti-corruption corruption Erika Aifan. Le 15 novembre 2022, le juge Gálvez annonça sa démission de son poste. Méndez Ruiz publia une nouvelle image d'une cible avec, en son centre, un portrait de Gálvez.

Au-dessus : *Ricardo Méndez Ruiz. En dessous : Virginia Laparra, avec Méndez Ruiz à l'extrême droite de la photo (crédits : Verdad y Justicia en Guatemala) .*

Gálvez écarté, le dossier du « Journal militaire » est revenu à la juge Claudette Domínguez, en attendant qu'une personne lui succédant soit nommée. Pour celleux qui connaissent Claudette Domínguez, sa décision était presque inéluctable. Elle a en effet rendu de nombreuses décisions en

faveur de responsables politiques et militaires accusés de corruption et de violations des droits humains. Fidèle à ses habitudes, Domínguez valida la demande d'Acevedo d'être libéré de prison préventive, le plaçant sous la garde de ses avocats.

La juge Claudette Domínguez (crédits : Verdad y Justicia en Guatemala)

Les avocat.es des victimes affirment que cette décision est illégale. La loi guatémaltèque interdirait d'octroyer la liberté conditionnelle aux personnes accusées d'assassinat et placées en prison préventive. Le risque de fugue ne fut pas non plus pris en compte, alors que Acevedo fut fugitif de la justice pendant presque un an avant son arrestation en mai 2022. Le fait que sa libération représentante une gifle envers les victimes du cas « Journal militaire » et leurs proches, qui attendent la justice depuis près de 40 ans, ne parait pas non plus lui avoir importé.

Voilà le visage de la justice au Guatemala actuellement. Des procureur.es anti-corruption sont poursuivi.es et emprisonné.es pour faire leur travail. Des juges qui ont travaillé toute leur vie pour combattre la délinquance, la violence et la corruption sont forcé.es à s'exiler. Des fonctionnaires corrompu.es du Ministerio Publico, avec la complicité de la Cours Suprême de Justice et de la Cour Constitutionnelle, utilisent le droit comme un instrument visant à destituer des procureur.es et les juges de leurs fonctions, ou utilisent des tactiques familières, telles que la corruption, les menaces et le chantage, pour s'assurer de la collaboration des opérateurs de justice. Le droit semble donc favorisé les criminels de guerres présumés, qui sortent de prison.

Jo-Marie Burt, conseillère principale du bureau à Washington pour les affaires guatémaltèques (WOLA), également professeure associée à l'Ecole des politiques et des gouvernement Schar de l'Université George Mason, également viceprésidente de l'Association des Etudes Latinoaméricaines (LASA).

Paulo Estrada enquête sur les violations des droits humains en temps de guerre. Il est aussi membre de la Familias de Detenidos Desaparecidos de Guatemala (FAMDEGUA, association des proches des prisonnier.es disparu.es au Guatemala). Jo-Marie et Paulo sont co-directeur.ices de Verdad y Justicia en Guatemalav, qui monitore et informe sur les poursuites des criminels de guerre au Guatemala.